

Face à l'UE, un Conseil fédéral qui gouverne?

OPINION. Le temps presse pour renouer les négociations avec Bruxelles et il convient maintenant de sortir de l'ambiguïté pour le Conseil fédéral, écrit Alexandre de Senarclens, député PLR Genève



Dans un bureau à Zurich, février 2015. — © Keystone



Alexandre de Senarclens

Publié mercredi 12 janvier 2022 à 11:00

En mai dernier, le Conseil fédéral a mis abruptement fin aux négociations de l'accord-cadre avec l'Union européenne. Alors que commence une nouvelle année, le flou complet règne sur la stratégie du gouvernement, si bien que certains se demandent s'il en existe une.

Les exigences de l'UE sont connues

Pour sa part, l'UE a fait clairement savoir qu'elle était fatiguée des attermoissements de la Suisse. Dans une interview à l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* du 28 décembre 2021, le commissaire chargé du dossier helvétique, Maros Sefcovic, déclarait – dans des termes peu diplomatiques – son incompréhension de la position suisse. Il rappelait que l'accord-cadre avait été négocié pendant sept ans, au cours de 26 sommets. Les deux parties étaient à bout touchant lorsque le Conseil fédéral a rompu les négociations. Il indiquait encore qu'il était «urgent» de savoir si la Suisse était «sérieuse» dans sa volonté de négocier un accord et que la balle était désormais dans notre camp. Il précisait encore que si la Suisse cherchait à gagner du temps, les relations allaient se détériorer avec des accords bilatéraux qui, graduellement, allaient expirer et ne pas être renouvelés. Les exigences de l'UE sont connues. Il faut une avancée claire sur: (i) la reprise dynamique des règles européennes du marché intérieur, (ii) les aides d'Etat, (iii) les contributions suisses au budget de l'EU et (iv) le règlement des différends. Elle attend un engagement politique sincère du Conseil fédéral. Le cas échéant, la Commission sera prête à déployer du temps, de l'énergie et de la créativité pour résoudre les problèmes encore existants. Elle demande un calendrier et une feuille de route de la part de notre gouvernement.

« Nous ne pouvons pas perdre deux ans au prétexte que des échéances électorales auront lieu en octobre 2023 »

En Suisse, le gouvernement et les partis traditionnellement favorables aux accords bilatéraux semblent avoir un intérêt à gagner du temps pour éviter que cette thématique ne soit celle des élections fédérales d'octobre 2023. Cette stratégie n'est pas acceptable. Le secteur médical, fondamental pour la Suisse, est déjà touché par la résiliation de l'accord de reconnaissance mutuel sur les dispositifs médicaux et les entreprises suisses doivent désormais se conformer à des exigences plus strictes pour leurs exportations vers l'UE. Depuis juin 2021, la Suisse n'est plus considérée comme un Etat associé au 9e programme-cadre de recherche et d'innovation Horizon Europe de l'UE. Ce statut d'Etat tiers comporte de nombreuses restrictions pour nos hautes écoles. Leurs professeurs, chercheurs et étudiants sont désormais clairement désavantagés par

rapport à leurs concurrents européens. Cela n'est qu'un début, l'érosion de nos atouts scientifiques et académiques va continuer, ce qui affectera notre compétitivité.

Redonner confiance aux hautes écoles

Dans ces conditions, nous ne pouvons pas perdre deux ans au prétexte que des échéances électorales auront lieu en octobre 2023. Il est urgent de trouver un cadre durable et ambitieux pour nos relations avec l'UE. Le Conseil fédéral doit assumer ses responsabilités et s'engager à régler les problèmes qui demeurent en suspens dans la négociation d'un accord, d'autant qu'ils sont parfaitement surmontables. Il s'agit de la plus importante question de relations internationales pour notre pays. Elle détermine la place de la Suisse au sein de l'Europe et plus largement dans le monde tant notre prospérité future et notre sécurité dépendent de nos alliances avec l'UE dans ce monde polarisé à l'extrême. La résolution de ces questions aura aussi un impact pour nos entreprises, PME ou multinationales, et par conséquent pour tous les Suisses. Un accord redonnera confiance à nos hautes écoles pour se projeter dans ce monde ultra-compétitif où l'innovation est fondamentale.

En d'autres termes, cette question est d'une absolue priorité. N'est-ce pas, d'ailleurs, absurde de débattre et voter tous les trimestres sur des sujets de référendum et d'initiative alors que le Conseil fédéral et les principaux partis de Suisse sont incapables de prendre position sur un sujet aussi central pour l'avenir de notre pays? Dans ce débat, le temps presse et il convient maintenant de sortir de l'ambiguïté.